

# Il n'est vraiment pas facile d'espérer filer à l'anglaise

## L'invité

### Christophe Reymond

Directeur du  
Centre Patronal



Plus personne ne comprend rien au Brexit. Après un aller-retour au parlement britannique et à un peu plus d'un mois de la date prévue pour la sortie du Royaume-Uni, les dirigeants européens entrouvrent la porte à Theresa May et à ses diplomates, qui s'en viennent à Bruxelles réclamer une renégociation du *backstop*. Ce dispositif vise à préserver l'absence de frontière en Irlande via le maintien de la Grande-Bretagne dans l'union douanière européenne. Il représente le symbole de la situation kafkaïenne devant laquelle se trouvent les Britanniques, faute d'avoir suffisamment analysé les conséquences possibles de leur décision de quitter l'UE.

Pour les citoyens de notre pays, il y a quelques enseignements à tirer de cette situation. Il ne s'agit en aucun cas de porter un jugement sur la décision prise par une majorité des Britanniques en 2016. Les Suisses, qui refusent avec de bons motifs de faire partie du club, ne sont pas idéalement placés pour critiquer ceux qui, ici ou là, expriment les mêmes états d'âme. Ils considéreront en revanche avec intérêt cette vérité à la fois simple et fondamentale: quelque décision que l'on prenne, celle-ci a des conséquences qu'il est nécessaire d'évaluer au plus juste.

Lors du débat référendaire britannique, certaines questions semblent avoir été occultées. La sortie de l'UE a des effets sur la situation de l'Écosse et, plus encore, sur la préservation de la paix en Irlande du Nord qui impose de ne pas rétablir une frontière qui partagerait l'île. Cela a conduit à cette proposition qui cristallise tous

les ressentiments parce qu'elle consiste à envisager le maintien du Royaume-Uni dans l'union douanière que constitue l'UE.

On touche ici à l'absurde. Une majorité du peuple décide de renoncer à la construction européenne pour recouvrer une certaine souveraineté, entre autres du point de vue de la politique économique extérieure (avec la possibilité de conclure des traités de libre-échange, de fixer des droits de douane). À peine l'a-t-il décidé qu'on ne doit pourtant pas exclure d'y renoncer, du moins si l'on veut préserver l'unité du royaume, et peut-être même la paix.

---

«Le naufrage du Brexit résulte de ceci que toutes les analyses n'ont pas été menées jusqu'au bout et présentées honnêtement»

---

Le problème se révèle insoluble car la situation politique se caractérise par le nihilisme. Le Royaume-Uni ne peut ni sortir de l'Union ni y demeurer. Le traité est inacceptable mais son absence suicidaire. On aurait dû y penser avant.

S'agissant de ses relations avec l'Union européenne, la Suisse n'est pas confrontée à des dilemmes aussi vertigineux que ne l'est la Grande-Bretagne. Il n'empêche que toute décision a son prix. *Deal ou no deal* (on pense là à l'accord institutionnel actuellement en consultation), l'important est de procéder à une analyse honnête et complète de la situation avant que de se prononcer. Car il vaut toujours mieux y penser avant.